Sncs Hebdo

12 décembre 2018
n° 10

F.S.U.

Christophe Blondel, trésorier national du SNCS-FSU

IdEx : au bord du gouffre, un grand pas en avant !

Les couches supplémentaires constituées par les ComUE et (bientôt) les « expérimentations » les ayant un peu dissimulées, on ne parlait plus des IdEx. Les revoilà !

Au commencement était le « Grand emprunt », inventé en 2009 par le grand pourvoyeur du Chauffage et de la Lumière. Par souci de décence (emprunter pour replacer faisait un peu trop « tout pour les banquiers »), on l'habilla ensuite en un Plan. Plan « d'avenir » car l'avenir a l'avantage sur le présent de moins prêter le flanc à la critique ! La recherche (surtout les investissements qui s'y rapportent) étant un sujet trop sérieux pour être confié aux chercheurs ou universitaires, on prit bien soin de faire contrôler le Plan par un commissaire n'ayant surtout pas de comptes à rendre au ministère chargé de la recherche, mais directement rattaché au Premier ministre. Ce dispositif si magnifiquement « top-down » ne pouvait que séduire les maîtres successifs de l'exécutif. Deux présidents plus tard, il est toujours là.

Cependant les systèmes trop « top-down » ne semblent plus guère, ces jours-ci, recueillir les faveurs du public … Il n'en est que plus étonnant que le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui n'a pas besoin de cela pour affirmer son existence, envisage, en même temps qu'il adoptera son budget 2019 lors de son conseil d'administration de demain, de renouveler sa « participation » aux IdEx ... Aveuglement ?

Comme le dit le site officiel, le « programme d'investissements d'avenir » (PIA) s'est jusqu'à présent déployé en trois vagues : en 2010, 2014 et 2016. À en croire la présentation qui est faite aujourd'hui pour justifier que le CNRS lui-même réactualise sa caution au dispositif, le PIA a « *permis d'accélérer considérablement la dynamique de structuration territoriale* » et « *permis à chaque site de présenter leurs (sic) secteurs forts* ». Derrière ce décor, le montage des « initiatives d'excellence » (IdEx), passages obligés pour bénéficier du dispositif, a été, pour leurs promoteurs, une longue souffrance qui n'est, dans bien des cas, pas terminée. Huit IdEx s'étaient, il y a sept ans (7 ans !) mis sur les rangs. Seuls trois projets reçurent le sceau officiel à l'issue de la première période probatoire : AMIDEX (Aix-Marseille), Bordeaux et Strasbourg. Dans la douleur Sorbonne-université finit par aboutir, Toulouse par capoter … La protéiforme Paris-Saclay (qui n'était pourtant pas celle à qui le CNRS avait le moins prodigué son soutien) erre toujours, fin 2018, dans les limbes de l'incertitude, sous un régime de sursis prolongé et reprolongé.

À la deuxième vague fut opérée une subtile distinction entre IdEx et I-Site, le second type étant un peu plus « concentré » que le premier - un I-Site serait, en somme, à une Idex ce que la tomate-cerise est à la tomate. Trois grosses légumes (Lyon, Grenoble et Nice) et neuf petites sont, à l'issue de cette nouvelle vague, sorties du chapeau et ont pu signer des conventions avec l'État. Parmi les critères utilisés par le jury international figurent des concepts aussi fumeux que « puissance et intensité scientifique », « crédibilité de l'ambition scientifique », « qualité de la trajectoire » et – *in cauda venenum* – « ambition et dynamisme de la politique des ressources humaines ». Les meilleurs, selon ce dernier critère, ont évidemment été ceux qui, oubliant tout le temps qu'il faut pour former du personnel de recherche compétent, ont promis d'assurer le plus impitoyable turn-over. Pauvre personnel !

Le sujet aujourd'hui est la participation – sous forme de signature de nouveaux accords de consortium – du CNRS à ces machins-là. Mais que va faire le CNRS dans cette galère ? Le CNRS a déjà bien assez contribué, par le biais des milliers (si ce n'est des dizaines de milliers) d'heures que ses agents ont consacré au montage des dossiers en question – au déploiement de cette incroyable couche de technocratie supplémentaire. Bien obligés, hélas : les subventions « pour charge de service public » des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST), dont le CNRS, ayant été réduites au minimum nécessaire pour fournir le chauffage et la lumière, il n'y a plus, pour espérer financer la recherche, qu'à se lancer dans d'aléatoires entreprises de pêche aux crédits telles que celles-là.

C'est un épouvantable gâchis – gâchis de temps et d'énergies – et c'est de surcroît un non-sens. Un non-sens parce que la sélection même de « sites » ou d'« initiatives » plus excellents les uns que les autres induit une compétition qui déchire le tissu des collaborations scientifiques établies par la communauté par-delà toutes les frontières géographiques et institutionnelles. On nous impose, absurdement, une compétition systématique là où il faudrait penser, prioritairement, collaboration. Qu'est-ce, dans l'esprit de ceux qui nous gouvernent, que « l'excellence » ? Philippe Büttgen et Barbara Cassin* l'écrivaient déjà en 2010, alors qu'était lancé le premier concours d'IdEx : « *pour le beau titre de « pôle d'excellence », les universités se regroupent dans des monstres d'inefficacité qui n'ont rien à envier aux combinats de jadis. Les projets qu'elles rédigent ont la grâce d'un dictionnaire des idées reçues* (...) *L'excellence est un nom de code* (...) *Il ne s'agit jamais d'identifier des singularités où qu'elles soient. Il s'agit de virer le grand nombre, downsizer. L'excellence est le plan social de la science* »†.

L'expérience accumulée depuis 2010 n'a fait, hélas, que confirmer cette analyse. En guise d'illustration, l'insistance à inscrire, encore plus, le CNRS dans les IdEx va de pair avec l'accentuation, aujourd'hui, de la réduction de ses effectifs. Le gouvernement ne veut plus d'une science libre et en croissance mais d'une science réduite qui soit, au niveau des petites structures (les I-sites) comme des grosses (les IdEx), désormais complétement pilotée. Cette politique n'est, au fond, que l'avatar pour l'enseignement supérieur et la recherche d'un dirigisme qui a perdu toute mesure et entend réserver le pouvoir à quelques « premiers de cordée ».

L'actualité, même à ceux-là, doit faire ouvrir les yeux : jusqu'au fond des campagnes, ce dirigisme stérile est, aujourd'hui, rejeté ! Le modèle des IdEx, « initiatives » sans imagination scientifique, machines technocratiques bâties sur « *des mots qui plaisent aux sous-préfets* »†, est un modèle définitivement périmé.

* médaille d'or du CNRS en 2018

† Ph. Büttgen & B. Cassin, « l'excellence, ce faux ami de la science », *Libération*, 2 décembre 2010